

LA GRANDE RELÈVE

DES HOMMES
PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

*A quand
le procès
du
fric?*

M 1669 - 916 - 12,00 F



Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Recherche et documentation :
René MARLIN

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME

*

*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis
par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France120 FF
Abonnement d'essai (6 mois)70 FF
Abonnement de soutien..... 170 FF
Abonnement de propagande : . 5 n° mensuels .195 FF
.....10 n° mensuels. 245 FF
Etranger155 FF
(Par avion, nous consulter)

Règlements :
par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVÉ
B.P. 108, 78110 LE VESINET

*

Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

* **ÉDITORIAL :**

page 3 Vieille lune?
par J-P Mon

* **ACTUALITÉ :**

page 5 51/49. Et maintenant?
par A.Prime
page 7 au fil des jours

* **RÉFLEXIONS :**

page 9 Socio-économie
par R. Marlin
page 13 priorité à la prospérité sociale
par A. Chantraine
page 14 Espèce en voie de disparition
par Pinoche

* **EUROPE :**

page 9 Autriche: vers un revenu de base
par L. Wohlgenannt

* **LECTURES :**

page 11 Kilowattheure- dollar
par R.Marlin
Nicolas II, le dernier tsar
par H.Muller

* **BLOC-NOTES** page 12

* **COURRIER DES LECTEURS** page 15

Téléphone : les mardi et vendredi,
l'après-midi seulement, (16) 1 30 71 58 04
Minitel : 36 14 code CHEZ * REIN.

Bienvenue à nos nouveaux lecteurs !

Un numéro hors série leur est destiné, résumant nos thèses, afin de les aider à comprendre sur quelles bases sont fondées les analyses de l'actualité que nous proposons chaque mois dans nos colonnes.*

A ces analyses nous ajoutons régulièrement les réflexions personnelles qu'elles suscitent de la part de nos abonnés, et qui nous les adressent pour publication. Nous tenons en effet à ce que ce journal soit une tribune qui permette à ses lecteurs de réfléchir et débattre entre eux, c'est la raison pour laquelle nous donnons aussi le plus de place possible à nos rubriques "Tribune libre" et "Courrier des lecteurs".

Nous ne sommes pas des journalistes professionnels, mais des gens qui enragent de voir tout ce qui est possible et qu'on ne fait pas, faute, peut-être, d'y avoir pensé. Alors nous essayons, avec nos modestes moyens et toute notre bonne volonté, d'amener à ces réflexions le plus de monde possible.

Merci de vous associer à nos efforts pour un monde meilleur et plus humain.

La directrice du journal.

* Nous l'offrons à nos nouveaux abonnés et l'envoyons sur demande (25 F,franco) aux lecteurs intéressés.

***Voir en page 16 la liste des ouvrages et documents
qui sont disponibles, parmi ceux que nous avons publiés.***

VIEILLE LUNE ?

par Jean-Pierre MON

A l'approche des élections législatives de mars 93, on peut s'attendre à voir fleurir les surenchères démagogiques en ce qui concerne le chômage. La droite ne va pas manquer de souligner l'échec de la gauche dans ce domaine. Comme si les solutions libérales avaient été couronnées de succès en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis et comme si c'était un problème typiquement français!

Une nouvelle vague de licenciements

En Grande-Bretagne, le conservateur John Major, successeur de la "Dame de fer" qui a laissé son pays en bien triste état, annonce la suppression, dans les cinq mois à venir, de 30.000 emplois de mineurs, c'est à dire presque trois sur quatre. Plus globalement, les Douze prévoient la perte de 50.000 postes de travail dans la sidérurgie de la Communauté.

Même l'Allemagne, si longtemps citée en modèle, est rudement frappée : Alcatel-Kabel va supprimer 1.000 emplois à Hanovre, Siemens-Nixdorf 6.000 à Paderborn; en Rhénanie-Westphalie, 15.000 à 20.000 emplois sont menacés dans la sidérurgie; dans la région de Munich, 10.000 emplois industriels vont disparaître cette année. D'après les estimations de l'organisation patronale de l'industrie chimique, entre 6.000 et 8.000 emplois de ce secteur devraient être supprimés cette année et selon le président de la Fédération allemande de la construction de machines et d'équipement, qui constitue le plus gros secteur de l'industrie ouest-allemande, 50.000 personnes sont déjà devenues les victimes d'un "processus de dégraissage lent" et 30.000 autres devraient suivre avant la fin de l'année. Dans l'électronique et l'électrotechnique 10 000 emplois vont disparaître. La situation n'est pas plus brillante dans l'automobile, et les sous-traitants qui en dépendent puisque de nombreuses entreprises ont prévu, dans les années qui viennent, **de diviser par deux le nombre de leur salariés sans diminuer leur production**, ce qui se traduirait par la suppression de 100.000 à 200.000 emplois sur les 1.700.000 que compte l'ensemble du secteur. Même les plus "prestigieux" sont touchés : BMW va encore supprimer 3.000 emplois cette année, Opel 6.000 l'an prochain; Volkswagen 12.000 et Mercedes 20.000 ou plus. Tant et si bien qu'en septembre, les antennes locales de l'Office fédéral du travail totalisaient 1,8 million de chômeurs, soit 194.000 de plus qu'il y a un an. Si l'on ajoute à cela la poursuite, dans les banques et les assurances, du "processus de rationalisation", c'est-à-dire la mise en œuvre de nouveaux modes d'organisation, de nouvelles avancées technologiques et, a fortiori, de l'automatisation intégrale des succursales bancaires, on peut s'attendre à une forte baisse des effectifs. Quant aux nouveaux Länder (l'ancienne RDA), on prévoit qu'ils vont compter

l'année prochaine 1,9 millions de chômeurs.

Cette nouvelle vague de licenciements rappelle celle du début des années 80 mais en plus grave puisqu' à la différence de ce qui se passait jusqu'alors, l'industrie n'est plus la seule à licencier, les services (banques, finance, informatique, publicité) sont eux aussi touchés. Ce qui fait écrire à l'éditorialiste du *Monde* du 15 octobre dernier : «*L'armée des chômeurs se renforce de manière inquiétante au sein de la Communauté. Ils étaient 12 millions en 1990, 13 en 1991 et plus de 14 aujourd'hui. Un million de plus chaque année !* »

Notons qu'à l'extérieur de la Communauté, la situation n'est pas plus brillante : les Etats-Unis connaissent un fort taux de chômage, le Japon commence à vraiment le découvrir et même la Suisse compte maintenant plus de 100.000 chômeurs.

Que faire ?

En Allemagne le président de la Fédération de la construction de machines et d'équipement reconnaît que «*les échappatoires telles que le recours à la mise au chômage technique ou en pré-retraite sont largement épuisées.*».

En France, les journalistes semblent soudain découvrir l'ampleur du problème, comme en témoigne le regain d'intérêt ou de critiques pour les solutions originales. C'est ainsi que *Le Monde* du 14 octobre dernier titrait sa rubrique hebdomadaire Initiatives : «**Le partage du travail sans utopie**». L'article signé A. Lebaube commence ainsi : «*Tué par la malheureuse affaire des trente neuf heures par semaine payées quarante, au début du premier septennat de M. François Mitterand, le thème du partage du travail revient en force. Il quitte même la sphère des utopies, de celles que fréquentaient encore, avec une application bienveillante, G. Aznar ou André Gorz, propagandistes invétérés. ... Dominique Taddeï et Gilbert Cette, qui prônent l'aménagement du temps de travail lié à une réduction, reprennent du service. Outre les politiques et les acteurs sociaux, qui évoquent cette éventualité, il se trouve maintenant des chefs d'entreprise pour l'envisager, et certains pour signer des accords novateurs, malgré les réactions outragées du CNPF, pour lequel le dossier est clos.*»

Nos lecteurs auront sans doute remarqué au passage que A. Lebaube ne connaît pas Jacques Duboin, à moins qu'il ne l'aît enfermé dans la sphère des utopies. Mais ça aussi, ça évoluera ! N'est-il pas déjà encourageant de lire un peu plus loin : «*La situation du chômage explique largement ce regain d'intérêt. Après quinze années de politiques de lutte, et presque autant de traitement social, chacun en vient à la conclusion qu'aucune méthode actuellement utilisée, et pas même le retour hypothétique à une croissance suffisamment élevée ne permettront le retour de tous dans l'emploi...L'économie a beau se tenir, les entreprises dégager des profits, un*

mouvement est engagé : les gains de productivité progressant et la concurrence internationale s'accroissant, **on fabrique plus ou autant avec toujours moins de salariés. Et cette tendance ne fera que se poursuivre.** Que faire ? entend-on alors de toutes parts, sur le mode inquiet.»

Hélas, le dérapage classique ne tarde pas à arriver : «Plus personne ne parle sérieusement de la réduction du temps de travail, en dépit de l'exemple allemand. D'abord parce qu'il est prouvé que seule une baisse massive, inévitablement liée à une amputation relative de la rémunération, pourrait avoir des effets. »

Comme si ce qui a été possible en Allemagne (la réduction de la durée du travail à 35 heures sans diminution de salaire) ne l'était pas en France où le coût de la main d'œuvre est pourtant moins élevé. Il est temps que les économistes et les journalistes qui leur font échos comprennent que, dans le système marchand actuel, ce n'est pas en précarisant les salariés par la diminution de leur rémunération que l'on fera redémarrer la production, car il se suffit pas de produire, il faut aussi vendre et pour vendre il faut qu'il y ait des acheteurs, c'est à dire des gens qui ont de l'argent à dépenser.

Bien que ne faisant pas allusion aux rémunérations, les cadres de FO sont sur la bonne voie lorsqu'ils proclament au cours de leur congrès de Créteil : «*La guerre au chômage passe par une réduction brutale et conséquente de la durée du temps de travail...Une baisse progressive est toute entière amortie par l'accroissement de productivité de ceux qui restent. Face à une baisse conséquente et brutale les grands donneurs de travail n'auront pas la faculté de compenser. Ils seront contraints d'embaucher.*»

Un ultime recours

Le gouvernement semble lui-même chercher de nouvelles solutions. C'est ainsi qu'au cours des deuxièmes rencontres nationales d'Espace Socialiste, M. Pierre Bérégovoy a évoqué, le 18 octobre, le thème du partage du travail comme l'une des hypothèses susceptibles de réduire le chômage. Il rejoint en cela son ministre du travail, Martine Aubry, qui ne voit d'autre solution que de **remplacer une société de plein emploi par une société de pleine activité.**

Rendant compte de cette déclaration, A Lebaube écrit dans *Le Monde* du 20 octobre : «*Une utopie ? Le premier ministre s'est à la fois montré réaliste et grandiloquent, en abordant le sujet, qualifié de "vieille lune" mais aussi de "nouvelle frontière sociale". Multipliant les précautions, il a reconnu ne pas avoir de "formule toute faite, prête à l'usage" et a souligné que la question mérite approfondissement". Plutôt qu'une impulsion gouvernementale, il a marqué sa préférence pour une concertation entre tous les partenaires en raison de la "dimension européenne" de l'objectif, déjà en passe*

d'être réalisé en Allemagne. Le mieux, a-t-il prudemment indiqué, serait que la Confédération Européenne des Syndicats prenne une initiative en ce sens et qu'elle "anime ce débat". En revanche, il a affirmé son ambition pour un "modèle d'économie sociale" qui allierait "compétitivité, emploi et solidarité". Dans cette perspective, le partage du travail permettrait de **"moduler plus souplesment la division entre le travail, la formation et les loisirs"**. Il annoncerait "une société ouverte sur le monde".»

Constatant que sa politique de "désinflation compétitive" ne donne pas les résultats espérés pour l'emploi, le premier ministre n'a plus pour ultime recours que d'expérimenter la vieille idée du partage du travail.

Une double révolution culturelle

Nous ne pouvons que nous réjouir d'une telle évolution qui, à tout prendre, n'est que l'aboutissement logique du développement des technologies de production de biens et de services : dans les trente dernières années, le temps de travail a diminué en moyenne d'un tiers et la production de richesses a été multipliée par deux !

Cependant, pour que le partage du travail ne soit pas un échec, il faut, comme nous le disons depuis tant de temps, assurer à tous un revenu garanti, suffisamment élevé pour permettre, dans un premier temps, la satisfaction des besoins essentiels (logement, nourriture, éducation, santé,...). Pour cela qu'un certain nombre de conditions doivent être remplies :

D'abord, dans une économie maintenant mondialisée, où la compétitivité règne en maître, on ne peut envisager l'instauration d'un revenu garanti à tous que dans un espace économique suffisamment grand, tel, par exemple, que celui constitué par la Communauté européenne.

C'est d'ailleurs ce qu'a bien compris, en ce qui concerne le chômage, l'éditorialiste du *Monde* du 15 octobre, qui suggère aux chefs d'Etat et de gouvernement des Douze "de consacrer un de leur sommets, celui d'Edimbourg, par exemple, uniquement à l'emploi".

Ensuite, il faut dépasser l'idéologie du travail, qui ne doit plus désormais être la seule raison de vivre des citoyens. Dans ce combat, nous ne sommes plus seuls, comme en témoignent les travaux d'André Gorz, Guy Aznar,...qui veulent faire accepter l'idée d'une période d'activité qui ne serait pas que directement productive pour que le temps libre ne se réduise pas à de l'oisiveté. Nous sommes, nous, fortement attachés à l'idée de **contrat civique** qui permet à chacun de se sentir utile à la société, donc intégré (voir G.R. n° 901).

Enfin, et surtout, il faut procéder à une profonde modification de la nature de la monnaie pour assurer le financement du revenu garanti. Dans cette bataille là, nous sommes seuls. Raison de plus pour l'engager.

Le texte de l'intervention de P.Viveret au Congrès de BIEN, que nous avons annoncé dans notre dernier numéro, aurait particulièrement étayé la fin de cet article. Malheureusement, notre ami Y.Bresson, qui le détient, ne nous l'a pas encore envoyé. Ce sera pour la prochaine fois..

51/49. Et maintenant ?

par André Prime

Coïncidence ou calcul ?

20 septembre 1992 : la France, même en disant, plus que timidement, oui à Maastricht, officialise son entrée dans l'Europe.

20 septembre 1792 : à Valmy, la France bat les armées coalisées contre la Révolution, conduites par le duc de Brunswick. Victoire qui provoque, deux jours plus tard, la proclamation de la Première République Française ; victoire discutable (des historiens très sérieux pensent que Brunswick fut acheté - voir GR de mars 1989), mais génératrice d'un événement considérable.

Oui à Maastricht : 51 % (tombé à 50,05 % vers 20 h. 30 avant l'enregistrement des résultats de Paris qui a voté oui à 62 %) ; Non : 49 %. Après le non danois, le coup d'envoi donné, par référendum, par l'un des principaux artisans de la construction européenne avec l'Allemagne, est-il, lui aussi, un événement considérable, malgré la frilosité du oui ?

La Grande Relève a démocratiquement publié des opinions différentes de ses lecteurs avant le vote. Pour ma part, le vote acquis, j'essaie de voir clair, sans passion, en raisonnant en fonction du seul objectif qui compte : l'instauration d'un véritable socialisme, in fine distributif. Une première chose est sûre : l'Europe qu'ont souhaitée et préparée les gouvernants des douze pays est l'Europe du libéralisme, du marché. Lors de la rédaction du traité, on avait pratiquement oublié le volet social. Mitterrand, qui connaît bien son peuple et *"la musique"* a fait inclure sur ce chapitre quelques dispositions assez vagues, rejetées, du reste, par les Anglais.

Que la victoire du oui soit courte me semble un point positif. *"C'est le oui qui a gagné, c'est le non qui s'impose"* écrit l'EDJ. En effet, le poids du non le fait aussi, en quelque sorte, participer à la victoire, en ce sens qu'il agit - et agira j'espère - comme un frein aux appétits du libéralisme. Les réactions ont été unanimes: on ne pourra pas faire n'importe quoi. Il faudra tenir compte des réserves exprimées par 49 % de non (1). Les *"libéraux"* se plaignent surtout des contraintes et lourdeurs de la technocratie bruxelloise. Les gens de gauche sincères mettent en avant le social, à ne pas oublier. Et ils ont raison, car, encore une fois, ce n'est pas pour une Europe sociale que les Giscard, Chirac et Périgot se sont engagés. Ne soyons pas naïfs.

Tout d'abord, l'Europe des marchands et financiers cherchera à renforcer les grands groupes pour lutter plus efficacement contre leurs homologues américains ou japonais : c'est parfaitement logique en ce qui les concerne. La compétitivité qui en résultera, que ce soit dans l'industrie, les services ou l'agriculture, va passer à une vitesse supérieure. Cela conduira automatiquement :
— à des licenciements ou diminutions d'emplois : Delors lui-même n'a-t-il pas précisé que *"pour rester compétitives"* les exploitations agricoles en France devront rapidement passer de un million à 700.000. Il

s'ensuivra donc, au niveau national, une diminution globale du pouvoir d'acheter.

— à une politique drastique des salaires : déjà Renault vient d'annoncer que, pour 1992, les salaires n'augmenteront que de 2,8 %. Donc là encore, diminution du pouvoir d'achat. Le gouvernement reconnaît que la croissance - pourtant faible - est due avant tout aux exportations (2).

— à une pression très forte, malgré les professions de foi des bons apôtres européens, sur les *"coûts sociaux"*. Pas de nivellement par le bas, jurent-ils. Voire. Par exemple :

— Nous nous sommes fait l'écho (GR juin 92) d'un virulent article d'Yvette Roudy, dans le Monde du 27 mars, s'insurgeant contre la *"Cour de Justice européenne"* qui a obligé la France à appliquer les lois de la Communauté, à savoir, en l'occurrence, abroger la Convention 89 de l'OIT interdisant le travail de nuit des femmes, conquête sociale vieille de près d'un siècle !

— l'Italie - mauvais élève de la Communauté - a dû prendre des mesures socialement rétrogrades comme la suppression de l'échelle mobile des salaires, la réduction des retraites : d'où la grande manifestation, à Rome, de 200.000 personnes venues de toute l'Italie. L'Espagne va devoir revoir sa copie en ce qui concerne l'indemnisation du chômage et les salaires et elle ne sera sûrement pas la seule (3). Gageons qu'invoquer la nécessité d'être compétitifs face aux Américains et Japonais sera une des antiennes du libéralisme européen.

Alors que faire dans cette Europe ?

Remarque liminaire : il faut avoir à l'esprit qu'avec les 12 pays - et plus dans l'avenir - qui forment la Communauté, il n'y aura pas de sitôt d'instances décisionnelles européennes à majorité socialiste ou simplement social-démocrate, comme cela est ou a pu être le cas en France, Espagne, Suède, Allemagne, etc... Pas plus qu'il n'y aura simultanément 12 pays ou plus à gouvernement socialiste, même rose pâle !

La *"Maison commune"* européenne sera théoriquement neutre - ni gauche, ni droite -, ce qui dans la réalité ne veut rien dire. Elle sera par la force des choses - et ses pères l'ont ainsi voulue - *"libérale"*, mot qui, jouant sur l'ambiguïté avec le beau mot de *"liberté"* signifie Europe du libéralisme.

C'est donc dans cette Europe-là qu'il faudra désormais se battre pour le socialisme et tout d'abord, plus modestement, pour le progrès social. Dure tâche, rude combat, comme on l'imagine aisément.

Sans contre-pouvoir(s) fort(s) et organisé(s), les salariés des marchands et financiers seront plumés et dinons de la farce-Europe.

— Le contre-pouvoir doit en premier lieu s'organiser au niveau des syndicats. La CES -Confédération Européenne des Syndicats - doit devenir un élément déter-

minant de ce contre-pouvoir. Il se trouve que l'Allemagne réunifiée - redoutée avec ses 80 millions d'habitants et sa puissance économique et financière ("La France refait son image de mark" ironisait le Canard Enchaîné lors de la "tempête monétaire" de septembre) - a des syndicats forts qui, apolitiques, comptent de très nombreux adhérents. Sur France-Inter, le 30 septembre, Marc Blondel (FO, adhérent à la CES) ne cachait pas qu'il attendait un "plus social" de l'Europe, mais qu'il constatait, rappelant le travail de nuit des femmes et ce qui se passait en Italie (voir plus haut), "qu'on était déjà sur une sorte de défensive" en ce qui concerne le social européen. Il craint, comme nous le disions nous-mêmes, qu'on invoque les difficultés économiques pour justifier la stagnation, voire la régression des acquis sociaux.

Un bon point : Blondel comme Kaspar (CFDT également adhérent à la CES) (4) pense qu'il faut définir des axes forts de combat au niveau syndical européen : en premier lieu la semaine de 35 heures "même si c'est dans dix ans". Ça fait dix ans au moins que la GR en parle ! Cette bataille devrait être facilitée par l'appui des syndicats allemands, qui, dans la métallurgie notamment, ont déjà conclu un accord applicable sous peu ; sans diminution de salaires. La locomotive est en place. Seule une réduction importante du temps de travail peut

permettre de s'attaquer avec quelque chance de succès au problème du chômage.

— Etant donné la mollesse - pour ne pas dire la trahison quasi générale de la social démocratie -, le deuxième contre-pouvoir le plus efficace ne peut être que la "mouvance" des Verts qui, de plus en plus, donnent à leur combat un contenu global. Là encore, l'importance des Verts en Allemagne, leur influence, peuvent être déterminantes.

En France, les tenants de "l'écologie politique" préconisent eux aussi la semaine de 35 heures et une "société du temps libre". Pour commencer.

Les préjugés et les intérêts ne seront pas faciles à vaincre - la droite (5) et combien d'hommes de gauche - en sont encore à ratiociner sur le tryptique "rigueur-investissements-emplois", quand ils ne réclament pas la retraite à 65 ans pour financer les déficits des caisses retraites et maladies !!! Ce sont les mêmes - et si ce ne sont pas eux, ce sont leurs frères - qui licencient des ouvriers ou employés à 55 ans ! On croit rêver...

Les distributistes doivent, n'ayant pas d'organisation politique structurée, porter et défendre leurs idées auprès des groupes de combat politiques ou sociaux susceptibles de faire avancer l'Europe sociale. C'est le mieux que nous ayons à faire puisqu'Europe il y a.

(suite page suivante)

Un sourire que nous ne verrons plus...



celui de

Marguerite BUGUET

Ses cendres ont été dispersées sur
les pelouses du cimetière.

Mais son souvenir reste avec nous,
Inoubliablement.

Associé à celui de

Pierre BUGUET.

C'est celui des amis de toujours.

Ils venaient pour aider.

Discrètement.

Pas pour qu'on parle d'eux.

Ils furent convaincus dès le début. Aux temps héroïques.

*Alors, d'un commun accord, ils ne manquèrent plus une seule
des conférences que faisait J.Duboin.*

Ils arrivaient avant, pour vendre la Grande Relève à l'entrée de la salle.

*Ils restaient après, pour continuer les discussions,
pour enregistrer des adhésions.*

Combien en ont ils fait!

Ils furent de toutes les réunions, de toutes les assemblées du MFA.

Celui de J.Duboin.

Ils étaient encore là tous les deux au moment de sa mort.

Mais alors, indignés par l'attitude de certains, ils prirent parti.

Et furent pour beaucoup dans la décision de continuer...

Ils participèrent depuis aux comités de lecture du journal.

Et à toutes les corvées.

Pierre disparut le premier, il y a bientôt huit ans.

Mais Marguerite continua.

tant qu'elle eut la force physique de venir.

Et quand elle n'eut plus cette force,

elle trouva le moyen d'aider encore

en prélevant sur sa retraite "Pour que vive la Grande Relève".

Des convictions de cette trempe,

Des dévouements comme les leurs,

Vous commandent à jamais de continuer après eux.

M-L D

au fil des jours

Partout la rigueur

. **Espagne.** Budget 1993 restrictif "à cause de la crise économique internationale beaucoup plus importante que personne ne pouvait le prévoir" selon le ministre de l'Economie et des Finances. Croissance prévue : 1 %, la plus faible depuis 1981. Chômage : 500.000 sans emploi en plus (soit un taux de chômage de 18,9 %). Salaires : suppression du pacte signé avec les syndicats prévoyant le rattrapage du dépassement du taux d'inflation prévu TVA portée de 13 à 15 % (impôt indirect diminuant encore le pouvoir d'achat). Tout cela au nom d'un "plan de convergence des politiques économiques, donc de sacrifices, pour mettre l'Espagne à l'heure européenne". Plan de convergence... La jolie formule qui va permettre tous les abus du libéralisme.

. **Italie.** "Trois années de purgatoire, selon M. Amato, pour s'aligner sur les autres pays de la Communauté en 1996". Déficit avoué pour 1993 : 600 milliards de francs (9 % du PIB). Quand on pense aux hurlements de la droite en France lors de la présentation du budget qui prévoit un déficit de 165 milliards (2,2 % du PIB)! Rappelons que le pourcentage maximum retenu pour être un bon élève de la Communauté est de 3 % du PIB.

- **Suède.** "Plan d'austérité draconien : réduction des dépenses pour les transports, allocations-maladies, allocations familiales, aides au logement...".

A.P.(d'après Le Monde du 23 septembre 1992)

Licenciements et chômage

- . **Air-France** : 1.500 s'ajoutant aux 3.500 précédents.
- . **IBM** : la situation catastrophique de la vente des micro-ordinateurs "contraint" IBM à prévoir, non plus 20.000 licenciements, mais 40.000.
- . **Total.** Après les mauvais résultats du premier tri-

(suite de la page précédente)

(1) Dans le Monde du 1er octobre; 4 personnalités socialistes, dont Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie et du Commerce, signent un article dans lequel on peut lire : "Au lendemain de cette victoire sans triomphe, l'on ne peut se retenir d'éprouver une sourde inquiétude ni de se poser certaines questions. Car tous les commentaires sont convergents, toutes les constatations sur le terrain l'attestent : la perte de confiance dans la gauche, qu'elle soit protestataire ou gestionnaire, est patente".

(2) Preuve que la consommation intérieure a pour le moins stagné. Les rentrées fiscales ont été nettement inférieures aux prévisions, la TVA n'étant pas payée à l'Export. Et les exportations ont surtout augmenté vers l'Allemagne qui doit faire face momentanément à la faiblesse de l'économie de la RDA.

(3) Voir Lu-Vu-Entendu "Partout la rigueur".

(4) La CGT n'est pas adhérente à la CES, mais à la FSM (Fédération Syndicale Mondiale)

(5) Le docte M. Balladur, donné comme premier ministre d'une éventuelle nouvelle cohabitation, à 7 sur 7 le 27 septembre, n'a fait que répéter ce programme hautement novateur.

mestre, Total va supprimer plus de 10 % des effectifs de son siège parisien, soit 350 personnes. "Il nous fallait faire un geste vis-à-vis de nos actionnaires" explique-t-on au siège de la société.

Le Monde du 23 septembre précise : "Coté sur les grandes places financières internationales, le groupe Total est soumis à leur dictature. Celle-ci impose aux sociétés dont les résultats financiers sont jugés décevants de réagir par des mesures spectaculaires pour regagner la confiance des investisseurs".

. **Dassault.** Suppression de 840 emplois en 1993. On appelle pudiquement cela "plan d'adaptation des effectifs". De 16.500 personnes en 1986, Dassault est passé à ce jour à 11.000 salariés. Rappelons que la firme n'a pu vendre aucun avion militaire à l'étranger depuis des années. C'est réservé à l'oncle Sam.

Et vive le libéralisme, traduisez : la liberté de licencier.

. **1 % de chômeurs en moins au mois d'août.**

Le gouvernement triomphe en cette fin de mois de septembre 1992. Il devrait être plus modeste. Le ministre du travail lui-même note : "Ces évolutions positives sont en grande partie le résultat de l'action volontariste". En clair, les CRE (contrats de retour à l'emploi), les CES (contrats d'emploi-solidarité), les radiations de l'ANPE (16.000 par mois), seuls justifient cette "embellie" due à la seule action des pouvoirs publics. Les législatives approchent... Cette amélioration n'est donc pas due à l'embauche par les entreprises : les licenciements économiques croissent de 12 % par an ; on en compte 345.000 depuis le début de l'année. Bref, l'économie ne crée plus d'emplois. Le 28 septembre, Marc Blondel (FO) mettait en garde le Premier Ministre contre «un jeu statistique qui ne correspond pas à la réalité».

. **Le Japon lui aussi.** Chômage officiel : 2 %, soit 1.3 millions sur une population active de 66,1 millions (le Japon compte 123 millions d'habitants). Mais il y a un bémol : toute personne ayant travaillé une heure dans la dernière semaine du mois n'est pas considérée comme étant au chômage.

La sidérurgie, l'automobile et l'électronique sont les premiers touchés par la crise. Mais à partir du 1er octobre, il suffira aux entreprises de faire état d'une baisse de production de 5 % pour pouvoir prétendre aux subventions du ministre du Travail. Facile !

A.P.(d'après le Monde du 29 septembre 1992)

C'est M. Delebarre qui le dit

Le Ministre d'Etat, ministre de la Fonction Publique a déclaré le 30 septembre au "grand débat" de Radio-Shalom : "Une partie de notre électorat ne nous entend plus... Il faut reparler à toute une partie de ceux qui aujourd'hui forment non seulement la France en difficulté, mais également à une partie des classes moyennes". Monsieur Delebarre s'est-il posé la ques-

tion toute bête : "Si l'électorat n'entend plus, n'est-ce pas parce qu'il est devenu sourd à toutes les promesses faites depuis onze ans et rarement tenues, sinon jamais... sauf celles faites à la droite ?".

Au référendum, dans le Pas-de-Calais, où le PS compte 12 députés sur 14, le "non" a fait 58,16 %. Dans le Limousin, seule région encore détenue par les socialistes, le "non" a fait 56,67 % dans la Creuse, et 54,21% dans la Corrèze. Non l'électorat socialiste n'entend plus ses représentants. A.P.

Le chômage des cadres

C'était impensable il y a encore un an et pourtant... Même avec un curriculum vitae estampillé "grandes écoles", les jeunes, après cinq, voire six, voire sept années d'études supérieures, bardés de diplômes, n'échappent pas à la crise de l'emploi. Décrocher un poste en cette rentrée, alors que le chômage des cadres a augmenté en 1991 de 34 % relève presque de la mission impossible... Les candidatures spontanées arrivent par milliers au siège des grandes sociétés. Les grandes entreprises, principaux viviers d'emplois jusqu'en 1989 pour les cadres débutants, sont victimes de leur prestige. Plus de 20.000 curriculum vitae ont afflué en 1991 au Crédit Lyonnais pour 900 postes à pourvoir cette année aux diplômés d'études supérieures. A la BNP, la direction du recrutement en a comptabilisé environ 15.000 pour 400 embauches. Même phénomène à l'Aérospatiale qui a pratiquement stoppé les embauches d'ingénieurs depuis plus de six mois... Très prisé des diplômés des grandes écoles de commerce, Paribas a gelé toutes ses embauches de cadres débutants entre janvier et juin. Le "cru" 1992 devra se disputer quelques rares places. Autre signe : beaucoup de grandes entreprises bouclent cette année les forums emplois des grandes écoles... Fini l'âge d'or où les grandes écoles recevaient dix à vingt offres d'emploi par futur diplômé !

A.P. (Paris-Match, 8 octobre 1992)

Panne d'essences

Si ça continue, la Terre va finir en vaste terrain vague. Imaginez. Chaque année, 125.000 km² de forêts nous passent sous le nez : l'équivalent de l'Autriche et de la Suisse réunies. La faute à qui ? A la pression démographique, aux hydrocarbures, au soufre, à l'ozone, aux pluies acides, aux cultures, à la fièvre de l'or vert, aux bulldozers, aux incendies et même au "graphium" de l'orme (en Europe de l'Est).

Continent le plus touché, l'Asie du Sud-Est, très riche en essences rares. Principal responsable, le Japon, qui ne fabrique pas que des baguettes, préserve ses propres forêts et, après avoir épuisé les réserves des Philippines et de l'Indonésie, s'attaque aujourd'hui à la Malaisie. La situation n'est guère plus florissante en

Amazonie, bombardée au napalm, défrichée à coup de défoliants (les mêmes qu'utilisaient les GI's au Vietnam). Quant aux forêts d'Ethiopie et d'Haïti, on n'en parle même pas : il ne reste rien. La Côte d'Ivoire, elle, brûle ses dernières branches.

A.P. (Télérama, 9 septembre 1992)

L'Etat est une vache à lait

On peut lire dans "Consumer Reports" : «les fermiers américains produisent plus de lait que leurs concitoyens n'en peuvent consommer, l'Etat fixe artificiellement les prix et rachète les surplus. Une pratique qui a coûté, en 1991, 9 milliards de dollars, tandis que quelque 500 fonctionnaires surveillent les opérations. L'an dernier, les autorités fédérales ont consacré 757 millions de dollars au rachat des surplus, essentiellement du beurre. Ces stocks sont redistribués à des écoles, des hôpitaux, des programmes caritatifs...

Pour freiner la production, l'Etat a consacré, depuis 1983, plus de 2,5 milliards de dollars en subventions pour inciter les éleveurs à abattre leurs bêtes ou abandonner leur élevage. Des actions sans effet, car la productivité s'est améliorée : en 1991, la production a été supérieure à celle de 1982, avec moins de têtes, et plus de cinq millions de tonnes en plus. Une nation soucieuse de réduire sa production ne devrait pas avoir besoin d'une nouvelle technologie permettant d'augmenter de 10 à 25 % le rendement d'une vache laitière. C'est pourtant ce que promet l'utilisation de la somatotropine bovine (BST). Bien que l'agrément de la Food and Drug Administration n'ait pas encore été donné, l'USDA prévoit que, d'ici à l'an 2000, 60 % des vaches laitières américaines seront traitées à l'aide de cette hormone qui augmente leur lactation... Donc le gouvernement devra financer de plus en plus d'excédents ! Encouragé par les laboratoires pharmaceutiques plus que par les agriculteurs eux-mêmes, l'usage de la somatotropine ne serait qu'une absurdité, si l'hormone était totalement sans danger. Or ses effets sur la santé humaine sont mal cernés. On sait, en revanche, que la BST augmente les risques de mammites chez la vache, donc les traitements aux antibiotiques, qui se retrouvent fatalement dans le lait.» A.P.

Une chaudière propre

L'Université Technologique de Compiègne vient de mettre au point un prototype de chaudière (puissance utile, un kilowatt seulement) dont le principe est séduisant : elle brûle de l'hydrogène (produit par une réaction exothermique d'aluminium et d'eau en présence de soude) et n'émet que de la vapeur d'eau. La faisabilité technique du combustible écologique appelé F2R (= fluide réactif régénérable) est à l'étude. Si celle-ci aboutit, elle apportera une réponse aux préoccupations de protection de l'environnement. Mais rapportera-t-elle d'assez gros profits ? Affaire à suivre !

(Envoi de J. Legros, Auxerre)

Socio-Economie

par René Marlin

Pierre Vinot fut journaliste, professeur et syndicaliste et surtout membre du Conseil Economique devenu, par la Constitution de 1958, Conseil économique et social. Il anime le Centre d'Etudes de la socio-économie (1) et c'est à ce titre qu'il a fait un exposé suivi d'un débat devant les auditeurs du Club "Défense de l'Homme" (2) le lundi 21 septembre 1992. Voici les réflexions que nous ont inspirées cette conférence et d'abord un compte-rendu succinct des idées présentées par l'orateur.

Principes

Pierre Vinot a introduit son sujet en remarquant que le moyen radical d'avoir du succès est de dénigrer le libéralisme devant un auditoire socialiste ou de pourfendre le socialisme devant un auditoire libéral. Il se garde de cette méthode infaillible préférant, en homme de synthèse, retenir ce qui est fécond dans les deux doctrines. Il égratigna au passage les hommes au pouvoir qui estiment que les Français sont actuellement moroses. Eux-mêmes n'ont pas lieu de l'être qui vivent dans les palais de la République et circulent dans des voitures rutilantes à cocardes. Par contre, les gouvernés ont des sujets de mécontentement. M. Vinot qui est un orateur plaisant et lettré aurait pu rappeler en cette occasion le mot de Rochefort dans son journal "La lanterne" du 1er juin 1868 : «*La France contient... trente-six millions de sujets (maintenant cinquante-cinq millions de citoyens)... sans compter les sujets de mécontentement*».

Ce qui indigné, c'est le chômage et ce qui inquiète, c'est la menace de chômage. Mais ce qui révolte, c'est le nombre de ceux qui sont au-dessous du seuil de pauvreté, alors que d'énormes capacités de production sont inemployées. Surproduction ! dit-on, mais par rapport à quoi ? à la demande solvable ! ; le régime ignorant la demande réelle ! Notre lecteur se dit à cet instant qu'il a déjà lu cela quelque part...

Alors Pierre Vinot s'étonne que l'on demande encore aux étudiants de choisir entre l'économie ou la sociologie. Les deux disciplines sont indissociables, affirme-t-il, l'on ne peut s'intéresser au social sans faire de l'économie et réciproquement. C'est la socio-économie dont, d'ailleurs, la Grande Relève fait son sous-titre depuis des décennies lui avons-nous fait remarquer un jour...

Références

Parmi les idéologies qui furent dominantes, le socialisme était surtout représenté par sa forme dite scientifique, c'est-à-dire le marxisme, alors que Fourier et surtout Proudhon ont été injustement oubliés. Mais c'est le libéralisme triomphant qui est surtout examiné. Keynes s'était inquiété du chômage qu'il engendre obligatoirement et, contrairement à certaines tendances actuelles, avait mis en garde contre l'inflation, en posant qu'il était nécessaire que l'Etat maîtrise le système. Il donnait des indications pertinentes dans son fameux livre "La théo-

rie générale" dont la traduction en français ne parut qu'en 1936, alors qu'il avait été écrit juste après la Grande Guerre. Notamment il ne faut pas confondre la quantité de monnaie existante et sa circulation.

Ce que l'auteur retient du libéralisme, c'est la notion qui serait exacte de la "main invisible" d'Adam Smith, principe selon lequel l'addition de toutes les opérations individuelles des opérateurs aboutirait à ce que l'ensemble du système se rétablit toujours. Parfois mal, dit-il. Quant au socialisme marxiste, l'origine de sa faillite résiderait dans l'idée, fautive selon lui, suivant laquelle le seul créateur de la production serait le travailleur, d'où Marx déduit qu'il est frustré de la plus-value. Le reste en découle et l'économie ainsi conduite court à l'échec, car cette thèse, en privilégiant le second terme, ignore les interactions constantes entre l'économique et le social. Il aurait fallu ajouter que la psychologie des foules, la philosophie, la sociologie et beaucoup d'autres disciplines interviendraient avec fruits pour résoudre les problèmes qui nous intéressent.

Pierre Vinot se livre alors, lui aussi, à un très rapide survol des apports de la Science. Depuis le 18^e siècle avec Lavoisier et son célèbre : «*Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme* » jusqu'à Sadi-Carnot, fondateur de la thermodynamique, au 19^e siècle. Il établit une analogie entre les deux principes de cette science et ses thèses. Selon le premier principe, celui de la conservation de l'énergie, le pouvoir d'achat qui manque aux consommateurs empêche le producteur de faire son office, car il ne peut pas vendre (Jacques Duboin dixit). Selon le second principe, celui de la croissance de l'entropie, le chômage augmente, également, en raison des occasions de travail perdues.

La solution proposée par la socio-économie est donc simple : pour éviter l'accroissement du chômage, il suffit de solvabiliser les deux tiers des consommateurs potentiels qui ne disposent que d'un pouvoir d'achat inférieur au minimum garanti.

Compléments

Si l'exposé s'arrête là, il est certain que les études du Centre vont plus loin. Nous nous bornerons à indiquer quelques-unes des directions qu'elles proposent.

Tout d'abord, Pierre Vinot et ses amis recherchent quelles sont les motivations des individus et ils concluent que chacun essaie de vivre le mieux possible, en se donnant le moins de mal qu'il peut. C'est une évidence. Il en résulte que la productivité du travail s'est constamment améliorée au cours des siècles et surtout au cours de celui que nous vivons. Mais ce qui n'a pas suivi, c'est la consommation. Les besoins de base des hommes sont limités. Même les riches ne peuvent faire dix repas par jour.

Mais la socio-économie a développé de nombreuses études sur les défavorisés. Surtout ceux qui se trouvent parmi nous : quart-monde, chômeurs, précaires et

aussi beaucoup d'enfants et de vieillards ; catégories qui ne sont d'ailleurs pas exclusives les unes des autres. Ainsi, selon une étude du Centre de recherches d'études et d'actions familiales, même si le gain individuel du seul salarié d'une famille avoisine trois fois le SMIC, chaque membre du groupe vit au-dessous de ce seuil ; et, pour un smicard, le rapport du niveau d'existence de chacun au SMIC est de 0,47. Ainsi cette étude, malheureusement un peu ancienne, montre que les pauvres ne sont pas seulement parmi les chômeurs et que beaucoup plus de Français qu'on ne le croit vivent au-dessous du minimum considéré comme incompressible. D'autres recherches dénoncent les erreurs commises lorsque l'on raisonne selon le pouvoir d'achat apparent et non selon la capacité de dépense réelle. D'après elles, deux consommateurs sur trois seraient écartés du marché et un sur trois serait à classer parmi les déshérités.

Pierre Vinot demande donc que tous les pauvres soient solvabilisés. Non pas uniquement pour des raisons morales mais, également, afin de revigorer les rouages économiques, favoriser la production et éliminer le chômage. Il se félicite de l'instauration du RMI tout en déplorant que le législateur ait cru devoir lier l'obtention d'un revenu à la recherche d'une insertion par le travail. Il observe que, même des demandeurs d'emplois qualifiés n'en trouvent pas, que beaucoup d'exclus ne pourront jamais accéder à une qualification et qu'il est donc hypocrite de faire croire qu'ils trouveront du travail.

Ainsi, c'est aux pouvoirs publics qu'il incombe de réviser leurs barèmes de ressources de base en appliquant graduellement à tous les démunis le principe du minimum garanti sans aucune condition restrictive.

Observations

Jacques Duboin fut un précurseur, reconnaît Pierre Vinot, mais il considère que ses idées sont dépassées. Bien entendu, il n'en est rien. La socio-économie en prétendant régler la question de la pauvreté en même temps que celle du chômage, veut ignorer que des centaines de gouvernements composés d'hommes pas tous ignorants et pas tous inintelligents ont essayé de le faire et ont échoué. Ils n'ont même réussi, pour la plupart, qu'à aggraver les inégalités et accroître le chômage. Le dernier en date, en France, Pierre Bérégovoy a eu le front d'annoncer dans son discours d'investiture, qu'il allait pourvoir d'un emploi, d'une formation ou d'un travail d'intérêt général, avant le 1er novembre, les 920.000 chômeurs de longue durée que comptait notre pays. Personne ne l'a d'ailleurs cru. Un homme politique, même un premier ministre, peut maintenant dire n'importe quoi et ce n'est pas la moindre cause de la déconsidération dont souffrent actuellement les politiciens. Bref, il a échoué comme prévu, lui aussi (3). Pierre Vinot réussirait-il ? Comment ferait-il pour trouver les milliards de francs nécessaires à son entreprise ? Une fois trouvés, ces milliards pèseraient sur les prix des produits de base nécessaires aux défavorisés. L'inflation aurait tôt fait d'annuler les avantages consentis et la

course folle des prix et des revenus se poursuivrait comme auparavant ; le rapport de force entre les grandes puissances financières et leurs exploités n'ayant pas changé !

Beaucoup de ceux qui font une analyse presque semblable à la nôtre, et avec beaucoup de talent pour certains, comme l'animateur de la socio-économie, ne veulent pas admettre que la structure des échanges et de la monnaie capitaliste s'oppose à la sortie de la situation actuelle. Ils ne veulent pas comprendre que la production, même celle des services, de plus en plus automatisée, ne dégage plus le pouvoir d'achat global nécessaire à son écoulement. Ils s'obstinent à proposer de prendre aux uns l'argent qu'ils destinent aux autres, à faire de la redistribution alors qu'il faut distribuer. Ils ne voient pas qu'il faut aller pour cela vers une monnaie non thésaurisable qui s'annule au premier achat.

Avenir

Notre ami, Guy Denizeau, a entretemps expliqué ce qu'est l'une des transitions vers l'instauration de l'économie distributive, la monnaie verte (4) qui permettrait, comme le souhaitent les partisans de la socio-économie, de solvabiliser les démunis, mais en séparant les besoins fondamentaux des achats de confort ou de luxe et en s'affranchissant partiellement de la monnaie circulante.

Car nous ne croyons pas que le régime capitaliste, intrinsèquement pervers, puisse être moralisé. Autant vouloir moraliser la guerre. Nous pensons que ce système qui a eu son utilité pour bâtir un appareil productif en état de subvenir aux besoins solvables des êtres humains est maintenant dépassé ; même s'il a une capacité de survie étonnante et s'il suscite des innovations prodigieuses. Nous proposons un passage graduel, démocratique et progressif vers une économie plus distributive, adaptée aux possibilités de production actuelles, en sachant qu'il faudra sortir du capitalisme pour résoudre vraiment le problème.

Pierre Vinot se plaint quelquefois de ne pas recevoir notre entier soutien. Nous avons pourtant fait envers ses thèses le maximum d'efforts de compréhension et nous continuerons. Serait-ce trop lui demander de chercher également à nous comprendre encore mieux ?

— — —

(1) Voir "Après le RMI - La vraie question du minimum social" par ce même auteur dans la GR n° 878.

(2) Les conférences mensuelles du Club sont le plus souvent annoncées dans la GR. Le Club vient de publier les textes des exposés faits au cours de la saison 1991-92, notamment par André Prime et René Marlin (prix 50 F.). S'adresser à Guy Marchand, 15, rue Victor Duruy 75015 Paris.

(3) Edith Cresson avait fait également une promesse de ce genre, mais moins ambitieuse, portant sur 500.000 personnes. Elle avait engagé l'ANPE à commencer la résorption. Malheureusement le nombre de ceux qui arrivent à la longue durée (un an) est tel que même avec les stages-alibis et les radiations hasardeuses, Pierre Bérégovoy et Martine Aubry n'ont aucune chance de régler la question.

(4) Conférence "Défense de l'homme" du 19 octobre 1992.

Kilowatt-heure dollar

Voici quelques extraits résumés d'un livre intitulé *"Building Sustainable Communities"* (1) écrit par un économiste américain Shann Turnbull. Les propositions avancées dans cet ouvrage ne sont pas suffisamment détaillées et explicites pour que nous portions sur elles un jugement d'ensemble. Elles n'en montrent pas moins qu'au pays de l'ultra-libéralisme triomphant, des citoyens réfléchissent, comme nous, sur les moyens monétaires de permettre de satisfaire les véritables besoins prioritaires des consommateurs.

Après avoir rappelé les trois fonctions de la monnaie selon la plupart des économistes actuels : unité de compte, monnaie d'échange et réserve de valeurs, l'auteur donne un historique des bases utilisées comme monnaie. Il remarque que chacune de ces formes a des avantages et des inconvénients qu'il convient de "réexaminer à la lumière de la technologie moderne". Les métaux rares, résistants et denses tels que l'or, l'argent et le cuivre, bien qu'encore utilisés récemment, ont fait place à la monnaie-papier, mais restent souvent considérés comme monnaie de réserve, en particulier le premier. Il faut toutefois se méfier des quantités produites qui peuvent faire varier la valeur de ces monnaies. Turnbull cite l'exemple de la chute de cinq à un des monnaies européennes à la suite de la conquête de l'Amérique du Sud par les Espagnols au 16ème siècle. Il en est de même du grain, du riz, du bétail, du whisky et du tabac, denrées plus ou moins périssables qui ont, de ce fait, l'avantage de relancer l'activité économique, car elles ne peuvent être thésaurisées.

Une autre base possible est le travail humain sous la forme d'engagements qui peuvent être échangés entre leurs détenteurs et (ou) les fournisseurs. C'est le cas des LETS (Local Exchange and Trading Systems - Système d'échanges commerciaux locaux) créés en Colombie britannique et qui se sont étendus à plusieurs communautés d'Amérique du Nord. Mais la production dépend beaucoup de la technique utilisée et surtout «avec les techniques modernes, le volume (des produits) est entièrement indépendant du travail humain, excepté celui qui est requis par la réparation et la maintenance...». L'auteur porte donc son choix sur le kilowatt-heure, unité de valeur universelle. L'électricité peut être issue de sources renouvelables et écologiques telles que le vent, le soleil, l'hydraulité et la marémotricité. De plus les petits générateurs sont très compétitifs;

il s'agit donc d'une technologie qui peut être décentralisée et permettre la constitution d'un système bancaire aussi bien pour les petites communautés autonomes que pour le monde entier. *«La monnaie serait (donc) créée par les possesseurs de générateurs d'énergie. Elle se présenterait sous forme de reçus ou contrats de fourniture d'un nombre donné de KWh à produire dans un futur spécifié. Ces billets seraient détenus et utilisés par ces personnes pour payer leurs achats et installations. La valeur des billets, émis pour être amortis dans un délai spécifié, serait limitée par la production du générateur. Les billets portant une date limite représenteraient le circuit "primaire". Ils seraient principalement en possession des investisseurs et des banques. Les banques détiendraient donc les billets en tant que réserve monétaire... et émettraient des billets secondaires gagés sur les premiers... mais ne portant aucun délai d'amortissement. Ces derniers seraient utilisés comme argent liquide dans la communauté (intéressée)...»*. Turnbull fait remarquer que selon leur spécialité, d'autres communautés pourraient émettre des billets basés sur le blé, le pétrole, le charbon, la forêt, la laine et même des parcours en bus, en chemin de fer ou en avion. *«En finançant ainsi des moyens de production, cela permettraitde produire en proportion de la capacité de consommer et/ou d'exporter. Cela signifie aussi que c'est le secteur privé, plutôt que le secteur public, qui déterminerait de quel type et de quelle quantité de monnaie, la communauté a besoin. Ceci éliminerait la structure actuelle intrinsèquement inflationniste... car les gouvernements trouvent toujours plus facile d'imprimer de la monnaie plutôt qu'accroître les impôts ou réduire leurs dépenses...»*, conclut-il. R .Marlin

(1) *"Construire des communautés viables"* New-York The Bootstrap Press, 1989.

Nicolas II, le dernier tsar

A la Cour, si semblable à celle de Versailles d'avant 1789, on mène grande et joyeuse vie, insouciant de la montée des ressentiments parmi le peuple. Sorte de vagabond, charlatan, travaillant de la prunelle, le faux moine Raspoutine s'est fait admettre dans l'entourage du tsar. Il a séduit la tsarine Alexandra, et sous couvert d'une religion de son cru, organisé un véritable bobinard fréquenté par les dames de la Cour.

Ses oracles, recueillis par Alexandra sont transmis à Nicolas auquel sont ainsi dictés ses actes politiques, les changements et nominations de ses ministres, et jus-

qu'à sa stratégie militaire. A n'en pas croire ses yeux. C'est ainsi que le rôle de Raspoutine dans le processus révolutionnaire semble presque aussi déterminant que celui du couple Lénine-Trotsky, en vue de détruire l'autorité du tsar qui peu à peu perd la face et la raison, amenant les conditions de son abdication et celles de la révolution de 1917. Eu égard à l'état de décomposition du pouvoir tsariste on comprend difficilement qu'un Soljenitsyne ait pu conserver la nostalgie d'un pareil régime et en recommander le retour... H. Muller

Un livre de H. Troyat, chez Flammarion, 1991 .

CONFÉRENCES-DÉBATS

Défense de l'Homme

Salle de la Libre Pensée
10, rue des Fossés Saint-Jacques
75005 Paris

Lundi 19 octobre 1992 à 19 h.30 :

La bio-éthique

par Clotilde Ellié

Initiatives

Notre correspondant à Fécamp, Mouloud Touileb, avait adressé le 10 août dernier une lettre, fort bien tournée, à Laurent Fabius. Ce dernier, utilisant pour cela le papier à en-tête de l'Assemblée Nationale, lui a répondu le 17 août par l'accusé de réception le plus indifférent et le plus laconique qui soit. En voilà un qui ne cherche pas à évoluer... La section du PS de Fécamp appréciera à sa juste valeur l'attention portée par leur député à des questions pourtant d'actualité...

Souscription permanente Pour que vive la Grande Relève

septembre 1992 :

M. Lemoine 25 - R. Castanie 80 - Doury-Peray 55 - J. Eveillé 30 - L. Perrard 180 - Lherminez 100 - Mme Collet 30 - J. Grouiller 100 - R. Savart 88 - Mme Lahens 300 - P. Vila 88 - B. Lanza 60 - G. Campos 50 - A. Péan 130 - J. Frigout 100 - Buffard-Morel 50 - A. Naude 30 - G. Roty-Colard 80 - E. Goby 80 - B. Logre 80 - Desjardins 45 - A. Chadeyron 105 - J. Delrieu 80 - Ch. Galtier 30 - G. Jonard 80 - A. Aubin 58 - A. Derepas 50 - J. Emery 500 - Mme Lahens 300 - P. Herdner 100 - F. Ducrot 50 - R. Beaumont 50 - E. Demari 80 - M. Lemoine 50.

Total 3.314 F.

octobre 1992:

V. Antoniuk 30 - Mme Gaidou 200 - Mme Lahens 300 - P. Ingrain 380 - A. Gasnier 50 - Melle Moreau 30 - J. Escalettes 90 - E. Hubert 80 - Diolot 80 - Mme Carbonnel 330 - A. Lemur 30.

Total : 1.600 F.

Merci à tous !

bloc-notes

Associations et Revues

*

G.L.E.D

*Groupe Liègeois
pour l'Economie Distributive*
a publié la brochure
" Muter ou chuter "
et diffuse livres et journaux
distributistes en Belgique.
L. Gosset, 21, rue Charles-Hansez
4630 MICHEROUX Belgique

*

G.S.E.D.

*Groupe des Salariés
pour l'Economie Distributive*
11, rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*

EDEN

*Equipes pour la Diffusion
d'une Economie Nouvelle*
6 bis, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

UNION PACIFISTE

4, rue L.-Hoche
92100 BOULOGNE

*

CITOYENS DU MONDE

15, rue Victor-Duruy
75015 PARIS

*

Résistance à l'agression publicitaire

61, rue Victor-Hugo,
93500 PANTIN

*

CLUB DE L'AN 2000

contact : L. Gilot
12/59, rue de Belfort
92110 CLICHY

*

A CONTRE-COURANT syndical et politique

4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

*

*

ÉVASIONS

publiée par l'Age du Verseau
"Pour une nouvelle
conscience planétaire"
103, Résidence Garderose
33500 LIBOURNE

*

TRANSVERSALES Sciences/Culture

29, rue Marsoulan
75012 PARIS
vient de publier son troisième
numéro spécial, intitulé:
Garantir le revenu
prix pour les abonnés de la GR
s'adressant au journal:100F, franco.

*

FRAGMENTS

*Lettre mensuelle alternative
de recherche créditiste*
5, passage Fontaine-del-Saulx
59800 LILLE

*

TAM-TAM

33, rue de Rénipont
1380 OHAIN Belgique

*

LE PUBLIPHOBIE

56 bis, rue Escudier
92100 BOULOGNE

*

AGIR ICI

pour un monde solidaire
17, place de l'Argonne
75015 PARIS

*

L'HOMME LIBRE

BP.205
42005 SAINT-ETIENNE

*

Participant au Congrès de l'Association européenne pour l'allocation universelle (BIEN), L. Wohlgenannt a bien voulu nous confier pour publication sa réflexion à propos de l'état de la politique d'un revenu de base pour tous en Autriche. Le voici :

Vers un revenu de base en Autriche

par Liselotte WOHLGENANT

La réforme de la loi sur l'imposition des familles en Autriche revient à l'introduction d'un revenu de base (basic income) pour enfants. En effet, les Allocations familiales et la ristourne d'impôt payable par toutes les familles en Autriche, comme le prévoit la nouvelle réforme, peuvent être considérées comme "revenu de base" partiel pour enfants.

Historique

Dès 1957, un "fonds de compensation des charges familiales" était instauré en Autriche pour le financement des allocations familiales. Ce fonds était alimenté essentiellement par des prélèvements sur les salaires. Alors que les allocations familiales ont toujours été relativement importantes et augmentées de manière plus ou moins régulière, la loi n'offre que peu de possibilités de réduction de taxes en raison des charges familiales. Au début de 1992, une sentence de la Cour constitutionnelle demandait la reconnaissance des charges familiales pour l'imposition des revenus. L'argumentation était la suivante : les allocations familiales recouvrent une partie assez importante des dépenses pour enfants à charge dans les familles moyennes et pauvres. Or la justice demande une répartition horizontale "entre les familles qui élèvent des enfants et des familles de statut financier semblable qui ne le font pas". La justification de la sentence allait donc clairement dans le sens d'un dégrèvement plus fort pour les familles plus fortunées, obligées - par le code civil - de dépenser pour leurs enfants selon leur fortune. La Cour sommait donc le législateur de prendre des mesures appropriées pour modifier la loi et satisfaire aux exigences de la Constitution.

Détaxation et impôt négatif

À l'issue de longues discussions, les partis politiques se sont mis d'accord de la manière suivante : à partir de janvier 1993, en plus de l'allocation familiale (1) une ristourne de taxe (2) sera remboursée à chaque ayant droit. Le montant de cette ristourne dépendra du nombre d'enfants à charge, (ne seront pas considérés le revenu des parents, ni l'impôt qu'ils devront payer, ou non). À situation familiale égale, tous les parents reçoivent absolument le même montant. À partir de 1994, allocation et ristourne seront d'ailleurs versées de préférence à la mère des enfants.

Ce qui frappe dans cette décision du législateur, c'est qu'il ne s'agit pas de cette "justice horizontale" postulée par le verdict de la Cour Constitutionnelle, mais bien

plutôt d'une justice qu'on pourrait qualifier d'"égalitaire".

Conclusion

Le débat sur le changement de taxation des familles a mené au renforcement du principe de paiements directs et égaux pour la prise en charge des frais familiaux en Autriche, et cela par des paiements assez importants pour qu'on puisse parler "d'allocation universelle" (du moins partielle) pour enfants. Il a aussi montré qu'une "justice horizontale" qui favoriserait les plus fortunés ne correspond pas à la conception de "justice" de la grande majorité des Autrichiens.

(1) Le montant de l'allocation familiale par enfant et par mois s'élève à : 1.400 shillings, jusqu'à 10 ans ; 1.650 shillings, de 10 à 19 ans ; 1950 shillings pour les étudiants de plus de 19 ans jusqu'à 27 ans, le shilling autrichien (S) valant 0,46 F.

(2) Le montant mensuel : 350 S pour le premier enfant, 525 S pour le second et 700 S pour le troisième, etc...

Une famille de 3 enfants de 8, 10 et 12 ans percevrait ainsi :

allocation familiale	1.400
+ 2 x 1.650 =	3.300
ristourne d'impôt	
350 + 525 + 700 =	1.575
Soit au total	6.275S par mois.

De même, une famille de 4 enfants de 16, 18, 20 et 22 (étudiants) percevrait la somme de 9.475 S par mois.

En dehors de ces allocations mensuelles, il y a - pour tous les enfants - des allocations à la naissance, les soins médicaux gratuits pour la mère et l'enfant, les livres scolaires gratuits, transports, assurances, etc.

Priorité à la prospérité sociale

*Oui à la priorité du Social
avant la priorité de l'Ecu
car ce qui importe avant tout
c'est la prospérité du Social.*

*Ainsi les Européens seraient dignes
de l'Europe des Etats-Unis
unis pour l'évolution des peuples
avec l'Ecu comme juste monnaie.*

*Ce serait un très bon début
la véritable émulation
pour construire une Economie
enfin digne de porter ce nom !*

Albert Chantraine

Une espèce en voie de disparition

par Pinoche

Il y a sur notre belle planète bleue, la terre, une espèce en voie de disparition : 20 millions d'individus disparaissent chaque année, assassinés par un ennemi impitoyable qui condamne ainsi à mort 20 fois plus de personnes qu'Hitler dans ses camps de concentration dans le même laps de temps. Il s'agit du tiers-monde et du régime capitaliste qui préfère payer pour détruire l'abondance agricole plutôt que de la distribuer à ces malheureux qu'aucun SOS bébés-phoques ne vient secourir sérieusement, «*on fait la charité là où il faut donner la vie*».

L'Europe de 1993, l'exemple même de la démocratie (sic) devant un pareil désastre, parle de mettre 30 % des terres en jachères. Et ils osent parler de civilisation et des Droits de l'Homme ?

Le régime communiste a implosé parce qu'il n'était capable que de créer la misère dans la rareté et ce fut une catastrophe, le régime capitaliste va imploser car il n'est capable que de créer "la misère dans l'abondance" et c'est un crime crapuleux car cela ne rapporte qu'à une infime minorité.

Exemple : dans le Larousse de 1922, à *Abondance*, on lit : «*l'abondance des récoltes réjouit le laboureur*». Et en 1992, dans les journaux : «*paysans sur les routes : l'abondance des récoltes ruine les laboureurs*» . A Los Angeles, «*c'est le mal des banlieues*». A Rostock en ex-RDA : «*c'est le début de l'implosion*».

Qui comprendra enfin ce que deux grandes figures de la chrétienté ont osé dire à la face du monde : en 1990,

L'Abbé Pierre : «*L'humanité est condamnée au temps libre*». En 1991, au Portugal, le Pape : «*En perdant son travail, l'homme perd sa dignité, seul le temps libre la lui rendra*».

Il n'existe aucune crise, l'humanité ne manque de rien, cette crise est créée artificiellement par le régime capitaliste qui transforme le temps libre en chômage créant ainsi misère, délinquance et drogue et qui détruit l'abondance faisant ainsi crever de faim 70 millions de quarts-mondistes.

Il est grand temps que les médias qui ont vu en 40 ans les médecins qui, s'appuyant sur la science, faire plus de progrès qu'en 40 siècles et qui ont pu constater que les politiciens et les économistes, depuis les années 30, en détruisant ce que crée la science, n'ont pas été capables de résorber **un seul chômeur** malgré toutes leurs armes secrètes (sic), planchent sérieusement sur cette constatation scientifique : «*La science condamne l'humanité à l'âge d'or par le temps libre et l'abondance agricole, mais cette même science permet en appuyant sur un bouton de détruire la planète*».

Il faut choisir l'âge d'or ou la fin du monde, tout le reste n'étant que baratin de camelots sans talent.

Si toutes ces républiques étaient vraiment démocratiques et respectueuses des droits de l'Homme, il y a longtemps qu'elles auraient mis en place un deuxième Nuremberg pour juger, condamner et châtier ces "criminels de la paix"...

Initiative, à propos d'Europe 99

Un de nos abonnés nous a transmis copie de la lettre qu'il a adressée à "Europe 99".

En voici quelques extraits :

" J'apprécie avec beaucoup de sympathie votre action "Europe 99 - Projet de civilisation". Il était temps que des personnes hautement qualifiées et désintéressées participent à l'élaboration d'une société nouvelle. Une entreprise difficile et méritoire qui demande beaucoup de courage pour bousculer et combattre toutes les "forteresses" qui barrent les véritables chemins menant à l'épanouissement de l'Homme... Pour l'essentiel, le Traité de Maastricht se résume ainsi : la future Europe sera composée de pays ayant accepté impérativement et sans réserve l'Economie de marché, sous l'autorité et le contrôle de deux systèmes de banques associées, la SEBC et la BCE dirigées par des organes de décision qui seront le Conseil des gouvernements et le Directoire... On impose l'économie de marché à des pays modernement équipés qui en subissent depuis quinze ans tous les méfaits : endettement intérieur et extérieur, baisse de production, menace constante d'inflation, insécurité financière et surtout un chômage massif non résorbable qui pèse lourdement sur les revenus... J. Duboin a démontré magistralement que "sa théorie de l'Abondance" condamne inexorablement le capitalisme (économie de marché), un paradoxe "Toujours plus de production en même temps que toujours plus de sans-emplois" qui a été appliqué sans aucune contradiction. Mais on en a fait un sujet tabou.. Nous avons là les signes d'une Economie dépassée. Et c'est à ce moment précis que l'on voudrait imposer l'Economie de marché à tous les pays de l'Europe ?.. Ainsi des pays réfractaires aux conditions du modèle imposé à cause de leurs difficultés économiques intérieures seront mis à l'index, puis menacés de pénalités, contraints à une politique de rigueur qui aggraveront les conditions de vie de leurs ressortissants... Vos écrits et vos propos reflètent surtout le souci d'un bon fonctionnement de l'économie marchande, laquelle s'opposera toujours à une économie sociale. L'économie marchande contenant tous les impératifs : produire, vendre et avec profit", autant d'éléments qui vont à l'encontre des intérêts du plus grand nombre. Avec les progrès techniques, c'est la recherche du plus bas coût à cause de la concurrence et toute la main-d'oeuvre disponible ne peut être intégrée à la production d'où amplification de la crise".

J.E., Marseille

Je ne puis vous être d'une grande utilité en ce moment. Mais il m'apparaît qu'au regard des défis incommensurables de cette civilisation du profit pour le profit, vous devez plus que jamais continuer le combat. Les thèses exprimées par la Grande Relève constituent la seule alternative à tant de gâchis politiques, économiques, sociaux, voire humains, amorce d'une évolution pré-insurrectionnelle si le cours des événements n'est pas modifié rapidement et en profondeur.

G.B., Vitry-le-François

Enfin le débat est posé : faut-il changer la société pour désarmer ou désarmer pour changer la société ? Merci à l'Union Pacifiste. Ça fait 63 ans que les hommes ont choisi le profit. Et depuis pacifistes, socialistes, écologistes, communistes, anarchistes, progressistes, syndicalistes se sont évertués à chercher un monde meilleur en restant dans le capitalisme, sans mettre en cause ce qui empêche tout progrès, toute amélioration : l'argent. C'est là le seul problème : on ne fera rien avec la vieille monnaie capitaliste dont personne n'est foutu de dire ce qu'elle représente et de donner une définition. C'est à cause de cet argent et pour cet argent qu'il y a jalousie, envie, ran-

R. Ballaguy,

12, rue du Marché
95000 Boisemont

cherche adhérent espérantiste pour l'aider à présenter l'Economie Distributive dans un journal en Espéranto.

coeur, vol, crime et guerre. C'est à cause de cet argent et pour cet argent que se constituent les maffias de la banque, du pétrole, de la prostitution, de la drogue, du sport, de l'information qui est devenue déformation et conformation. C'est parce qu'ils ne savent pas, que les hommes acceptent de se battre dans ce régime pourri qui se prépare à tous nous détruire. C'est pour se procurer cet argent (qu'on prend pour la vraie richesse) que les

hommes travaillent, luttent et se battent, c'est pour lui que les ouvriers de la SNIAS protestent contre la réduction des productions d'armement, que les ouvriers de Super phénix en réclament la réouverture, que les villes de garnison s'insurgent contre la délocalisation des régiments.

Mais alors, il faut éclairer les hommes sur les seules responsabilités de faire la paix, le bien-être et l'écologie. Mais dans un pays qui se prétend démocratique, on ne parle pas de ces solutions : on les étouffe. Elles sont une économie distributive et peuvent aboutir par deux voies :

1. une voie socialiste, c'est l'économie distributive avec revenu social, grâce à une monnaie de consommation gagée sur la production qui est la seule véritable richesse.

2. la voie commune anarchiste qui est l'organisation de la production et de la prise au tas directe sans intermédiaire de monnaie, qui ne peut exister que dans l'abondance.

Mais qui a informé les gens de ces solutions et les a invités à en discuter ? Qui a entendu à la télé, à la radio, ou dans la presse, parler de monnaie de consommation ? J'ai posé la question à Nice en 1976, lors d'un meeting communiste : silence ! Alors il s'est levé un partisan communiste pour crier triomphalement : "personne". J'ai dû constater qu'un parti qui se prétendait à la pointe du progrès était vraiment mal informé. A la télé, Polac

Paul Ingrain,

83bis, rue de Coulmiers
44000 Nantes

serait heureux de rencontrer des abonnés de sa région.

nous avait promis une discussion sur l'économie distributive. Il n'a pu tenir sa promesse. Vive la démocratie ! Ni à 7 sur 7, ni à l'Heure de Vérité, ni Durand, ni aucun journaliste n'a le courage de soulever la question. Ne serait-il pas possible en guise de protestation de refuser la radevance à ceux qui nous refusent la parole ? La télé qui pourrait être un merveilleux moyen d'ensei-

gnement, de culture et d'information a été vendue à des Bouygues, à des Hersant qui en ont fait un organisme de publicité pour faire du fric et un des derniers Canard Enchaîné dévoilait les magouilles des Dechavanne et consorts pour arrondir leurs fins de mois. Alors on n'entend plus que ceux qui ont déjà échoué, les politiciens de droite ou de gauche, qui n'ont en vue que leur réélection. Je pense qu'il faudrait modifier la constitution pour que nos prétendus représentants nationaux, élus une fois, ne soient pas rééligibles ; ainsi ils ne pourraient perpétuer leurs erreurs et puis ne pourrait-on demander à ces élus d'avoir le courage et la pudeur de donner l'exemple et de se mettre au minimum vital qu'ils estiment suffisant pour les autres ? Peut-être alors pourrait-on leur faire confiance. Pourquoi Mitterrand qui vitupère contre "l'argent qui salit tout et pourrit tout" continue-t-il à utiliser cet argent ? Et quand il dit "combattre la guerre par la guerre ne mène à rien", pourquoi n'a-t-il pas exprimé ça avant la guerre du Golfe ? Et s'il exprime une vérité, pourquoi ne va-t-il pas jusqu'au bout de sa logique ; si la guerre ne mène à rien, à quoi bon l'armée ? Il est fort possible qu'aux prochaines législatives, les socialistes paient. Ils seront remplacés par des oppo-

Roland Ducouret,

75, Boulevard de Picpus
75012 Paris

aimerait prendre contact avec des distributistes du 12e.

sants aussi inefficaces qu'eux, qui se sont déjà cassé la figure et qui continueront leurs stupidités ; et pour leur résister, des dirigeants syndicalistes qui proposeront à leurs troupes des manifestations de rues et des grèves qui empoisonnent les petits et qui se révèlent tout aussi inefficaces. Quand conviendront-ils de parler de la grève productrice et distributrice qui nous sortirait enfin du capitalisme imbécile et criminel où nous étouffons ?

A.M., Heyrieux

◇ ***Pour faire réfléchir autour de vous:***

* ***la réédition d'un livre plein d'humour de Jacques DUBOIN :***

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

écrit en 1935, dans un style caustique pour dénoncer (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F franco)..

(L'autre réédition, que nous avons faite en 1981, "***Les yeux ouverts***" est épuisée).

* ***une brochure à faire lire :***

L'ECONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant les thèses distributistes. Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques. (22 F l'une, franco)

◇ ***Pour votre réflexion personnelle, un roman :***

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails.

(Edition Syros, 300 pages, 85 F, franco).

◇ ***Pour animer une discussion :***

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

le texte d'une conférence d'André PRIME

- en une brochure rédigée dans le style de la conversation, (36 pages, 20 F, franco),

- sur une cassette audio enregistrée pour vous servir d'introduction quand vous voulez amener quelques amis à discuter (durée 50 minutes, prix 70 F avec la brochure, franco).

◇ ***Pour offrir un résumé rapide de nos thèses :***

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

un numéro hors série (Janvier 1992), permettant de prendre rapidement connaissance de nos propositions, (16 pages, 25 F franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

***Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris***